

## 2 Politique

## Conférence de presse du Porte-parole du gouvernement

### Une autre plainte contre Jean Ping

SM

Libreville/Gabon

UNE deuxième plainte sera engagée à l'endroit de Jean Ping, candidat déclaré à la prochaine présidentielle 2016. C'est le Porte-parole du gouvernement, Alain Claude Bilie-By-Nze, qui l'a fait savoir, hier, au cours de sa conférence de presse hebdomadaire, animée à la Maison Georges Rawiri.

Après une première plainte annoncée par le membre du gouvernement, lors d'une précédente sortie, suite aux propos qualifiés "d'incitation à la haine et à la guerre" par le gouvernement, il s'agit, cette fois, d'une plainte pour des accusations répétées contre le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba. Lesquelles le présentent comme étant l'auteur de la mort de certains compatriotes, y compris lors des événements de Port-



Photo : SM

Une vue des journalistes présents.

Gentil en 2009.

«Puisque ça été écrit noir sur blanc, je vous annonce que sur ce sujet, ce n'est pas une étude de dossier que nous faisons, M. Ping sera poursuivi pour ses propos. Parce que, en effet, Ali Bongo n'a jamais commis de massacre sur le peuple gabonais», a déclaré l'orateur. Et de poursuivre : «sortir une telle affirmation quand on est un acteur politique et quand on a

occupé des fonctions qui ont été celles de ce monsieur, c'est assez grave. Et laisser de tels propos sans réaction, ce serait cautionner et faire en sorte que demain d'autres affirment pareils propos».

Tout comme il a indiqué qu'une plainte sera également déposée contre la vice-présidente du Front de l'opposition pour l'alternance (Fopa, tendance Andzembe). La-

quelle aurait affirmé, il y a quelques jours, qu'Ali Bongo aurait déclaré qu'"il exterminerait les Fang du Woleu-Ntem".

Le porte-parole du gouvernement a par ailleurs abordé la question relative au mouvement de grève observé par les magistrats. À ce sujet, il a tenu à rappeler que le Gabon n'est pas le seul pays, ni la seule démocratie dont le Conseil su-



Photo : SM

Le ministre de la Communication, Porte-parole du gouvernement Alain Claude Bilie-By-Nze.

périeur de la magistrature est présidé par le président de la République. Rappelant au passage qu'il y a un certain nombre de revendications qui sont portées pour que les choses changent dans le sens de l'amélioration. «Dans le domaine de la justice, a-t-il rappelé, c'est un processus long et il faut faire attention à ne pas renverser la table».

A noter, en outre, que M. Bilie-

By-Nze est également revenu sur d'autres sujets d'actualité. Entre autres : les prochaines Partielles dans notre pays, la visite des structures médicales par les ministres de la Santé et du Budget, la présence du chef de l'Etat au culte de la Pentecôte à l'invitation du bureau de l'Église évangélique du Gabon (EGG) à l'occasion de la fête de la Pentecôte, etc.

## Présidentielle 2016

## Paul-Marie Gondjout pour un autre combat

O. N.

Libreville/Gabon

Longtemps annoncé comme probable candidat à la présidentielle 2016 pour le compte de l'Union nationale (UN), le secrétaire exécutif adjoint de ce parti de l'opposition a dit, mercredi, au cours d'une conférence de presse, qu'il se rétracte pour s'inscrire désormais dans la même bataille que l'Union sacrée pour la patrie (USP). Lequel consiste avant tout à faire disqualifier le président sortant.



Photo : Chris OYAME

Paul-Marie Gondjout répondant à une question.

LA prochaine élection présidentielle était encore à l'ordre du jour de la conférence de presse animée, mercredi, par le secrétaire exécutif adjoint de l'Union nationale (UN), Paul-Marie Gondjout. La rencontre avec les médias a eu lieu au siège de ce parti politique de l'opposition sis à "Ancienne Sobragna". Occasion

pour lui de décliner sa vision. Celle-ci peut se résumer en deux points essentiels : malgré son ambition pour le pays, il ne se portera pas candidat au prochain scrutin présidentiel ; et il va s'investir désormais dans la logique de "déstabilisation-transition-élection" (DTE), que défend les membres du mouvement "Union sacrée

pour la patrie" (USP) portée par le Pr Albert Ondo Ossa. Dans son argumentaire, il a motivé sa décision de ne pas se présenter par, entre autres, la gouvernance électorale dans notre pays. "Le système électoral gabonais est mauvais, a dit l'orateur. Et nous l'avons toujours démontré même aux organisations interna-

tionales qui se sont épanchées sur la gouvernance électorale du Gabon". Ajoutant d'ailleurs qu'une "transition concertée et consensuelle" qu'il prône permettra de "revoir le système politique et les règles du jeu des élections afin de mieux les préparer et d'avoir des élections apaisées où le perdant prendrait son téléphone pour féliciter



Photo : Chris OYAME

L'assistance était essentiellement composée des acteurs politiques.

le vainqueur..." C'est donc fort de tout cela que Paul-Marie Gondjout a déclaré : "Pour ma part et pour respecter les devoirs de mes convictions et les engagements de mon parti, j'ai pris la résolution de ne pas présenter ma candidature à l'investiture du parti lors du prochain congrès extraordinaire". Par rapport au second

point, le secrétaire exécutif adjoint de l'UN a lancé un appel aux membres de son parti de manière générale à le rejoindre pour se préparer "à investir très rapidement les grandes artères et les quartiers des villes de notre pays ; informer et conscientiser les populations pour qu'elles prennent en main leur destin, le destin du Gabon".

## Conférence de presse du pasteur candidat Désiré Mounanga

## La société civile comme électorat cible

E. L.

Libreville/Gabon

CANDIDAT à la Présidentielle d'août prochain, le révérend pasteur Désiré Mounanga a conféré avec les membres de la société civile, samedi dernier, à la Chambre de Commerce. Il a saisi cette occasion pour rappeler à ses interlocuteurs les raisons qui l'ont conduit à briguer la Magistrature suprême. «Après

avoir observé et analysé la gestion du pays par la classe politique, je me suis rendu compte de ce qu'il faut proposer aux Gabonais, une autre alternative. Voilà pourquoi, j'ai décidé de solliciter les suffrages de mes compatriotes au mois d'août prochain», a-t-il déclaré. Ajoutant qu'il veut d'un "Gabon prospère, où tous les habitants bénéficient équitablement des différentes richesses". N'étant pas soutenu par un parti politique, Désiré

Mounanga se veut tout simplement, le candidat de la société civile, composée des partisans du vrai changement. De ce fait, il exhorte les populations à faire le bon choix en élisant un président dont l'ambition première sera de réfléchir sur l'amélioration des conditions de vie et d'existence de ses concitoyens. Le pasteur Désiré Mounanga se propose d'investir dans le domaine de l'Habitat en vue aussi de créer de nombreux d'em-

ploiés. De nombreux logements sociaux seront construits au bénéfice des compatriotes économiquement faibles.

En outre, le "candidat de l'impossible" a annoncé qu'il entreprendra bientôt une tournée dans l'arrière-pays pour véhiculer sa vision du "Gabon prospère". Tout comme, il a appelé tous les acteurs politiques à œuvrer pour le maintien de la paix et de l'unité nationale, chères au peuple gabonais.



Photo : Eric Lapelina

L'assistance venue écouter le pasteur Mounanga.